Le pouvoir aux travailleurs

30 MAI 2020

N° 265

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Un travailleur mort dans l'incendie d'Industrap Carocol à la ZI de Yopougon

Éditorial

UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER
CAR IL CONDUIT L'HUMANITÉ VERS LA CATASTROPHE

Page 3 - 4

INDUSTRAP-CAROCOL : LA VIE DES TRAVAILLEURS EST SACRIFIÉE POUR LE PROFIT

Page 7

ALORS QUE LE CORONAVIRUS CONTINUE DE SE PROPAGER, LE GOUVERNEMENT LUI FACILITE LA TÂCHE

Page 8

AGGRAVATION BRUTALE DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

Page 12

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER CAR IL CONDUIT L'HUMANITÉ VERS LA CATASTROPHE……..	3 - 4
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :	
- « *AYA* » M'A TUÉ, OH !.....	5
- COTIPLAST : S'ORGANISER POUR COMBATTRE L'EXPLOITATION……	5 - 6
- ZI KOUMASSI : LA VOIRIE DANS UN ÉTAT DE DÉGRADATION AVANCÉE ET DANS L'INDIFFÉRENCE DES AUTORITÉS……	6
- INDUSTRAP-CAROCOL : LA VIE DES TRAVAILLEURS EST SACRIFIÉE POUR LE PROFIT……...	7
- DES CADEAUX À GOGO POUR LES CAPITALISTES ! …….	7
LEUR SOCIÉTÉ :	
- ALORS QUE LE CORONAVIRUS CONTINUE DE SE PROPAGER, LE GOUVERNEMENT LUI FACILITE LA TÂCHE …….	8
- LE CALVAIRE DU TRANSPORT EN COMMUN AUX HEURES DE POINTE	9
- LE GOUVERNEMENT FAIT DU TAPAGE MÉDIATIQUE SUR CERTAINS ACCIDENTS DE CIRCULATION ET FERME LES YEUX SUR CEUX DES CHANTIERS ET DES USINES ……...	9 - 10
- POUR LES CAPITALISTES LE PROFIT PASSE AVANT TOUT ! ……..	10
- PRÉTENDUE AIDE DE L'ÉTAT AUX TRAVAILLEURS : UNE GOUTTE D'EAU À CÔTÉ DES 100 MILLIARDS OFFERTS AUX CAPITALISTES !.....	10
INTERNATIONAL :	
- AGGRAVATION BRUTALE DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE……..	11
- ÉTATS-UNIS : LA COLÈRE S'ÉTEND APRÈS LE MEURTRE DE GEORGE FLOYD……	12

E d i t o r i a l

UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER CAR IL CONDUIT L'HUMANITÉ VERS LA CATASTROPHE

En Afrique comme ailleurs, les conséquences de la crise économique consécutive à la pandémie du corona virus sont catastrophiques pour la majorité des populations pauvres. Le chômage s'est aggravé brutalement, jetant des millions de travailleurs dans la misère, y compris dans les pays riches. Dans les pays pauvres, les conséquences seront encore plus dramatiques car la misère déjà existante avant la crise sanitaire s'est aggravée encore plus et s'aggravera davantage dans les jours, les semaines et les mois qui viennent. Au nombre de victimes de l'épidémie actuelle s'ajouteront des victimes encore plus nombreuses causées par l'aggravation de la misère, de la malnutrition et des maladies dites ordinaires dont les remèdes sont pourtant connus depuis longtemps mais qui sont tout simplement inaccessibles à la grande majorité des gens parce qu'ils qui ne peuvent pas les payer.

Le corona virus n'est pas la cause de la misère qui frappe les travailleurs et les couches pauvres de par le monde mais le miroir grossissant qui révèle au grand jour les méfaits du système capitaliste sur l'ensemble de l'humanité. C'est un système en faillite qui ne se soucie que des intérêts immédiats d'une toute petite minorité de parasites et d'exploiteurs au détriment de la grande majorité. Il ne permet pas à l'humanité de bénéficier des progrès de la science et de la technologie. Il tue plus que le virus !

Même si la science n'a pas encore trouvé les moyens d'éradiquer le corona virus, les moyens d'atténuer ses dégâts sur les populations existent néanmoins. Mais force est de constater que, par exemple, dans les pays riches, les hôpitaux publics, à force de subir depuis des années des coupes budgétaires tant au niveau du matériel que du personnel soignant, ont eu énormément de mal à faire face à l'afflux massif de malades. Les simples masques de protection et les sur-blouses pour le personnel soignant ont fait défaut. Il en a été de même pour les appareils servant à oxygéner artificiellement les malades atteints de Covid-19. S'il y a eu autant de morts dans un pays riche comme la France, c'est surtout à cause de l'irresponsabilité des gouvernements depuis plusieurs dizaines d'années ! Ils ont fait le choix de distribuer des milliards aux

capitalistes sous formes de subventions directes et indirectes en faisant des coupes dans les budgets des secteurs utiles à la population. C'est ainsi que les hôpitaux publics, entre autres, ont été progressivement délaissés. Les salariés ont fait plusieurs grèves et ont manifesté des dizaines de fois dans la rue pour dénoncer la politique criminelle des gouvernements successifs. Ils n'ont eu comme réponse que du mépris et des mensonges. L'arrivée du corona virus a mis le projecteur sur cette triste réalité !

Dans la plupart des pays africains, l'épidémie de covid-19 n'en est qu'à ses débuts mais les experts mondiaux de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) annoncent une catastrophe de grande ampleur car les infrastructures de santé publique y sont encore plus insuffisantes en qualité et en quantité. La pauvreté aggravera encore plus les effets de l'épidémie. Le ralentissement de l'activité économique provoque déjà une augmentation du nombre de gens sans source de revenu : il y a les travailleurs des usines mis en chômage ; il y a les petites gens qui vivent du petit commerce sur les trottoirs et qui le peuvent de moins en moins ou plus du tout à cause des mesures barrières. Trouver chaque jour quelque chose pour nourrir sa famille est devenu un problème de plus en plus difficile à surmonter pour un nombre grandissant de personnes. Cela ne peut pas durer !

Tôt ou tard il y aura des explosions de colère, des émeutes de la faim. Mais les dirigeants de nos pays sont plus préoccupés par la survie de leur régime et de leurs privilèges que par celle de leurs populations. Les distributions de denrées alimentaires et les quelques aides symboliques aux plus démunis sont dérisoires par rapport aux besoins urgents de la population.

Il faut espérer qu'en cette période cruciale pour l'avenir de toute l'humanité, naisse et grandisse parmi les travailleurs, en Afrique comme ailleurs, la conscience de la nécessité vitale de combattre le capitalisme et d'en finir avec ce système qui mène toute l'humanité dans le précipice.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

« *AYA* » M'A TUÉ, OH !

SARCI est une entreprise alimentaire située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans la production d'huile et de savon. Elle est surtout connue pour son huile de table « *Aya* ». Le patron a profité de la crise sanitaire pour accroitre l'exploitation.

Voici, le témoignage d'un travailleur de cette entreprise.

« *Avec l'instauration du couvre-feu notre agenda de travail a été réorganisé. Ainsi, nous travaillons désormais en deux équipes : de 8h à 18h pour l'équipe de jour et 18 à 8h pour l'équipe de nuit. Ce qui revient à travailler pendant 10h la journée et 14h la nuit. Auparavant, il y avait 3 équipes.*

La nuit, nous n'avons aucune pause, sauf pour manger. Même là, Il suffit de tarder un peu pour que le chef d'équipe menace de donner une mise à pied. Nous travaillons tous les jours, y compris les jours fériés. Le boulot est tellement épuisant la nuit que certains ont dû abandonner leur poste.

Tout ceci n'est pas suffisant pour le patron qui a, pour maximiser son profit, mis les différents groupes en compétition. Il promet une prime exceptionnelle au chef d'équipe dont le groupe aura produit le plus. Les chefs d'équipe, pour toucher la prime, mettent la pression et nous font bosser à une cadence de plus en plus élevée.

Maintenant qu'il n'y a plus de couvre-feu, c'est encore à nous les travailleurs de payer parce qu'on a trop produit. Le patron a donné une semaine de congé technique à nos collègues journaliers sous prétexte que son magasin de stockage est rempli jusqu'au plafond. Le moins qu'on puisse dire c'est que le patron défend ses intérêts. Et si nous n'en faisons pas autant collectivement, rien ne l'arrêtera ».

COTIPLAST : S'ORGANISER POUR COMBATTRE L'EXPLOITATION

Cotiplast est une entreprise de fabrication de produits en plastique et de sacs en polypropylène. Les conditions de travail y sont difficiles, le matériel de sécurité est presque inexistant pour les travailleurs. Les salaires sont bas.

Une travailleuse de cette entreprise nous raconte ce qui s'y passe.

« *Je travaille à Cotiplast depuis un certain temps. Mon travail consiste à récupérer les sacs qui sortent de la couture. Je les ramasse et les classe en pile. Ça a l'air banal et simple mais je peux vous dire que c'est la course. À priori, il n'y a pas de production exigée mais le rythme est donné par les couturiers qui eux, sont payés à la pièce. Ils doivent faire le maximum pour espérer avoir une paie un peu consistante. Ils doivent aller récupérer les toiles à la machine. Là il n'y a aucune organisation. C'est à qui pourra récupérer le maximum de toiles à coudre. Le patron met ainsi les travailleurs en concurrence, ça a un double avantage pour lui. D'une part, ça pousse les travailleurs à ruiner leur santé pour la course à la production et d'autre part, ça nous empêche de nous mettre ensemble car on se voit tous comme des adversaires potentiels.*

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans notre groupe de ramasseuses, la paye est vraiment dérisoire. Elle est à 2000 F par jour pour huit heures de travail. Avec ce salaire journalier, il est très difficile d'atteindre 60 000F pour tout un mois de travail. Ça ne peut même pas payer un loyer. Or, avec ça, tu vas payer ton déplacement et ta nourriture à midi.

À l'usine, les machines font un bruit infernal. Après les huit heures, tu en ressors étourdi. Qu'est-ce qu'on a pour se protéger ? Rien. Certains collègues mettent leur écouteur de téléphone portable pour limiter un peu les dégâts. La chaleur aussi est là. Il n'y a pas de ventilation. Moi je peux boire jusqu'à trois bouteilles d'Awa. Il n'y a pas de tenue de travail pour nous, elles sont réservées aux embauchés qui sont une minorité. Le patron exige qu'on vienne avec des chaussures fermées, alors que c'est à lui de nous fournir des chaussures de sécurité. Mais, il y a une chose qui nous inquiète par-dessus tout, c'est qu'après le travail, après s'être lavé, on a tous des démangeaisons. Certains collègues ont même des boutons sur le corps. C'est sans doute à cause des produits utilisés pour traiter les sacs. Cela nous fait vraiment peur parce qu'au cas où ça deviendrait grave, c'est sûr que le patron s'en lavera les mains.

Aujourd'hui, il y a beaucoup de murmures parmi nous, parfois de la grogne. La colère est là mais pour le moment, elle est dans le cœur de chacun. De plus en plus de collègues sont conscients que si on veut faire reculer ce patron, il faut vraiment qu'on se mette ensemble. Pour le moment on n'a pas encore pu franchir le pas. Moi en tout cas, je l'espère de tous mes vœux car on en a marre de cette situation ».

ZI KOUMASSI : LA VOIRIE DANS UN ÉTAT DE DÉGRADATION AVANCÉE ET DANS L'INDIFFÉRENCE DES AUTORITÉS

Il suffit de mettre les pieds dans la zone industrielle de Koumassi pour se rendre compte de l'état scandaleux dans lequel se trouve la voirie. Ce ne sont plus des nids de poule qu'on y trouve mais de vraies crevasses béantes. Sur certains tronçons, le bitume a foutu le camp et d'autres sont carrément impraticables. Les égouts sont pour la plupart bouchés, les eaux usées s'écoulent dans les rues. Or là, nous sommes dans une zone industrielle. Les eaux usées ne sont pas ordinaires ; elles sont mêlées à des déchets industriels, voire à des produits chimiques dangereux.

Avec la saison des pluies, c'est la catastrophe. Certaines voies sont coupées par les eaux stagnantes. Les travailleurs doivent patauger dans la boue pour se rendre au travail. À certains endroits, l'eau arrive jusqu'au genou.

Cette situation dure depuis des années, pourtant ça ne couterait pas grand-chose aux pouvoirs publics de régler ce problème. Si besoin, il pourrait obliger les propriétaires des entreprises à financer la réparation de la voirie. Après tout, ils sont les premiers bénéficiaires. En attendant, ils se contentent d'exploiter les travailleurs et ramasser des profits.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

INDUSTRAP-CAROCOL : LA VIE DES TRAVAILLEURS EST SACRIFIÉE POUR LE PROFIT

Un grave incendie suivi d'une explosion a ravagé dans la nuit du 10 au 11 mai dernier l'usine Industrap-Carocol. Il s'agit d'une entreprise de fabrication de produits chimiques tels que des diluants, des solvants, etc. Elle est basée dans la zone industrielle de Yopougon. La violence du feu était telle qu'avant même que les pompiers terminent leurs opérations de sauvetage, l'usine était déjà totalement calcinée. Il y a eu un mort parmi les travailleurs. La direction de cette entreprise porte entièrement la responsabilité de ce drame.

Ce qu'on peut considérer ici comme un accident n'en est pas vraiment un, tant cette entreprise est connue pour fouler aux pieds les règles de sécurité les plus élémentaires. Les ouvriers manipulent des produits dangereux sans la moindre protection élémentaire. Même de simples tenues de travail, il n'y en a pas pour tout le monde. On peut bien imaginer ce qu'il en est pour le stockage des produits dangereux. Dans de telles conditions, la survenue d'un tel accident était presque prévisible.

Le Ministre de l'industrie s'est rendu sur les lieux et a versé quelques larmes de crocodile sur le sort de l'ouvrier mort et de l'entreprise sinistrée. Il a fait du blabla sur les mesures de sécurité et a fait de vagues promesses, plus pour calmer les esprits que pour contraindre le patron à assurer la sécurité des travailleurs.

En l'espace de quelques mois, c'est là le deuxième incendie causant la mort d'ouvriers dans cette même zone. C'est à nous de prendre le problème à bras le corps et exiger plus de sécurité sur nos lieux de travail.

POUR LES CAPITALISTES LE PROFIT PASSE AVANT TOUT !

Sous prétexte de covid-19, les ouvrières de la société Afrimousse-Ci, spécialisée dans la confection de housses de matelas, située à PK 24 dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon, ont été mises en « *chômage technique* ». Cela, sans le moindre salaire ! Comme si ces travailleuses et leurs familles devaient aussi arrêter de se nourrir, de payer leur loyer ou de se soigner.

Et pourtant, ce patron a engrangé du profit sur leur dos durant des années. Le gouvernement aurait pu obliger l'entreprise à payer l'intégralité des salaires durant toute cette période de chômage technique. Sauf que ce serait oublier que le gouvernement est avant tout au service de ces capitalistes. Il ne fera rien contre les exploiteurs tant qu'il n'est pas contraint et forcé par la colère des travailleurs ou la crainte d'une révolte.

D'ailleurs, voilà que le prétexte de la Covid a aussitôt disparu quand le gouvernement a commandé des millions de cache-nez payables cash ! Ces ouvrières ont été aussitôt rappelées par leur patron pour venir confectionner des cache-nez en tissu car il y a de quoi faire du profit ! Peu lui importe si ces ouvrières attrapent le Coronavirus dans le transport en commun ou sur leur lieu de travail du moment qu'il s'enrichit sur leur dos !

L E U R S O C I E T E

ALORS QUE LE CORONAVIRUS CONTINUE DE SE PROPAGER, LE GOUVERNEMENT LUI FACILITE LA TÂCHE

Le 14 mai, le gouvernement a levé certaines des mesures qui avaient été prises moins deux mois plus tôt pour freiner la propagation du covid 19. Jusqu'au 14 juin 2020, voici ce qui a été arrêté : maintien de la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres ; maintien de la fermeture des bars, boîtes de nuit, cinémas et lieux de spectacles ; autorisation des rassemblements jusqu'à un maximum de 200 personnes au lieu de 50 auparavant ; maintien de l'isolement du Grand Abidjan ; réouverture des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur à compter du lundi 25 mai 2020 ; réouverture des maquis et restaurants ; port obligatoire du cache nez dans les lieux publics. Le couvre-feu a été levé.

Le 24 mars, quand l'état d'urgence a été décrété, officiellement le pays comptait moins de 250 cas de covid 19. Aujourd'hui, il y en a 10 fois plus et c'est le moment que le gouvernement a choisi pour alléger les mesures de protection. Chaque jour, selon le bilan officiel, des dizaines de nouveaux cas sont détectés. Ce bilan, tout comme le nombre de morts sont bien en deçà de la réalité à cause des faibles moyens mis en place pour le dépistage des malades. Sans compter que peu de gens se rendent habituellement dans un centre de santé pour une grippe, un rhume ou un palu (des maux auxquels les symptômes du corona virus s'apparentent).

Avec la levée des restrictions et la reprise des classes, ce sont des centaines de milliers de personnes qui vont se mettre en mouvement pour rejoindre leurs établissements. Et comme bon nombre partiront d'Abidjan, épicentre de l'épidémie, le risque de contagion dans les autres villes deviendra plus grand. Déjà, des personnes ayant rejoint leur poste à l'intérieur du pays ont été renvoyées à Abidjan car testés positifs après l'apparition de symptômes.

Pour les populations, la levée de certaines des restrictions sonne plutôt comme la fin de la pandémie. Les mesures barrières seront de moins en moins appliquées d'autant plus qu'elles sont difficilement conciliables avec les tâches de la vie quotidienne pour de nombreux travailleurs et employés.
Dans les usines et les chantiers, il n'a jamais été question de réduire le personnel à un effectif de 50 et imposer une distance de 1 m entre deux ouvriers. Tout au plus, il y a eu l'instauration du lavage des mains à l'entrée de l'usine ou du chantier avec parfois du savon liquide de plus en plus dilué au fil des jours. De plus, là où il est conseillé de changer de masque toutes les 4 heures, les usines ont rarement distribué plus de deux masques lavables depuis le début de l'épidémie.

Le risque de contamination est beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'au moment où l'état d'urgence avait été décrété. Il n'y a pas encore de remède curatif ou de vaccin sur le marché. Alors pourquoi lever les mesures censées freiner la propagation du virus si ce n'est pour des raisons politiques et surtout économiques ? Parce que dans ce monde capitaliste, la vie et la santé des travailleurs et de leurs familles passent après les profits des capitalistes.

L E U R S O C I E T E

LE CALVAIRE DU TRANSPORT EN COMMUN AUX HEURES DE POINTE

Aujourd'hui, le déplacement dans Abidjan est devenu encore plus compliqué. Déjà, avant le coronavirus, aux heures de pointe, il fallait jouer des coudes pour avoir une place dans les bus, gbaka ou autres woro-woro. Les mesures restrictives appliquées au transport en commun y ont réduit le nombre de places disponibles. Du coup, les heures et les files d'attente se sont allongées, sans compter les bousculades.

Matin et soir, les bords des artères principales sont bondés. Les terminus de bus et autres gares de gbaka et woro-woro refusent du monde. À Abobo, il n'est guère plus aisé d'avoir une place dans un véhicule de transport en commun le long de la voie express. Il faut se résoudre à marcher jusqu'à la gare. Des usagers exaspérés et fatigués d'attendre indéfiniment, bravent souvent les interdits en se mettant en surnombre dans les véhicules, quitte à prendre un risque supplémentaire de contamination par le corona virus.

LE GOUVERNEMENT FAIT DU TAPAGE MÉDIATIQUE SUR CERTAINS ACCIDENTS DE CIRCULATION ET FERME LES YEUX SUR CEUX DES CHANTIERS ET DES USINES

Le samedi 23 mai aux environs de 6h30, trois membres d'une famille (un couple et leur fils) qui faisaient du jogging, ont été mortellement fauchés par un véhicule à Angré dans la commune de Cocody. Cet accident tragique a fait le tour des réseaux sociaux. La mère de famille était un personnage assez connu du milieu universitaire et son mari était directeur général d'une entreprise. Quant au chauffard, il était en état d'ébriété avancé et conduisait sans permis.

La réaction du gouvernement a été rapide et teintée d'une certaine démagogie. Les occupants des véhicules en cause dans l'accident ont été mis aux arrêts, de même que les deux gérants de la boite de nuit où ils ont bu. Le chauffard a été jugé dans la même semaine et a écopé de 7 ans de prison ferme.

Le gouvernement et la municipalité ont profité de l'occasion pour faire détruire toutes les échoppes et les tables des petits vendeurs installés sur le bord de cette voie. Ces actes s'apparentent plus à des représailles qu'à des mesures de sécurité routière. Les petites gens qui font du commerce sur les bords des rues ne le font pas par plaisir mais par nécessité pour gagner leur vie. Et le gouvernement, au lieu de les aider, ne fait que les réprimer.

Des accidents causant quelques fois des morts sont fréquents sur les chantiers et dans les usines mais les autorités et la presse bourgeoise se taisent et ferment les yeux !

Ces travailleurs sont exploités souvent sans la moindre protection par ceux qui s'enrichissent sur leur dos. Les salaires sont tellement bas qu'ils sont obligés de travailler même quand ils sont malades pour ne pas perdre la journée. Ils sont obligés d'effectuer régulièrement des heures supplémentaires alors que le corps et

la tête ne suivent plus. Cela ne fait qu'augmenter les risques d'accident. Et lorsqu'un accident grave survient, c'est la double peine pour la famille car au deuil s'ajoute le fait qu'elle perd sa principale source de revenus. Et même lorsque l'accident n'est pas mortel, les exploiteurs se débarrassent des travailleurs qui sont à leurs yeux devenus moins rentables.

Dans cette société capitaliste, la santé et la vie des travailleurs ne comptent pas ; seuls comptent les profits de la minorité parasite. Le gouvernement est là pour veiller à ce que ce système se perpétue.

DES CADEAUX À GOGO POUR LES CAPITALISTES !

100 milliards de francs sur la table ! C'est le pactole mis à la disposition des capitalistes par le gouvernement pour soi-disant leur permettre de faire face à la crise du Covid-19. Officiellement, il s'agit d'aider ces pauvres capitalistes à lutter contre « *le chômage massif ».* À qui le gouvernement veut faire gober un tel mensonge ?

La lutte contre le chômage n'a jamais été une préoccupation pour les capitalistes. Bien au contraire, plus il y a de chômeurs, plus ça les arrange puisque le chômage crée de la concurrence entre les travailleurs et fait baisser les salaires. D'ailleurs, pour augmenter leur profit, ces capitalistes poussent les travailleurs à produire toujours plus avec toujours moins d'effectif. Ceux qui sont ainsi laissés sur le carreau viennent grossir à leur tour les rangs des chômeurs.

La lutte contre le chômage que le gouvernement prétend mener n'est qu'un prétexte pour arroser la classe capitaliste, rien de plus ! C'est autant d'argent qui n'ira pas dans les soins pour la population, dans l'éducation publique et dans bien d'autres secteurs utiles à la population. Cela illustre une fois de plus où est la priorité du gouvernement.

PRÉTENDUE AIDE DE L'ÉTAT AUX TRAVAILLEURS : UNE GOUTTE D'EAU À CÔTÉ DES 100 MILLIARDS OFFERTS AUX CAPITALISTES !

L'État a promis de soutenir financièrement 20.326 travailleurs dont le contrat de travail a été résilié ou suspendu à la fin du mois d'avril du fait de la Covid19. Ce soutien se traduira parait-il par un paiement mensuel et par catégorie durant 2 mois, soit 60.000 Fr pour un ouvrier.

À supposer que cette somme ne soit pas un mirage et qu'elle ne soit pas détournée par quelques margoulins, elle est insuffisante et ne concernera qu'un petit nombre de bénéficiaires. Cette crise n'affecte pas qu'une vingtaine de milliers de travailleurs. Des milliers de journaliers dans la même situation n'y auront pas droit car ils ne sont déclarés nulle part et pourtant ils participent à la production et à la vie économique. À ceux-là il faut ajouter les milliers de petites gens qui vivent de petits métiers tels que les apprentis des transports inter-villes, les vendeurs de nourriture dans les établissements scolaires, les vendeurs d'eau, les employés des restaurants, maquis et gares routières, etc. Ils ont tous subi des pertes de revenus durant cette crise sanitaire et il n'y a pas de raison qu'ils soient privés des aides de l'État !

AGGRAVATION BRUTALE DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

Selon l'ONG Oxfam, 500 millions de personnes supplémentaires (entre 6 et 8% de la population mondiale) sont menacées par la montée de la pauvreté dans le monde à cause des conséquences du ralentissement économique mondial suite à la pandémie du coronavirus. « *Cela pourrait constituer* (toujours selon Oxfam) *à l'échelle mondiale, un recul de dix ans dans la lutte contre la pauvreté et un recul de trente ans dans certaines régions comme en Afrique subsaharienne…* ».

Malgré l'aggravation de la crise et la situation de détresse que connaissent actuellement les populations des pays pauvres d'Afrique, le FMI, la Banque mondiale et les grandes puissances impérialistes continuent de ponctionner des sommes astronomiques au titre de règlement des dettes. Cet endettement ainsi que les intérêts qui s'y ajoutent datent de plusieurs décennies. Les dictateurs mis en place par les colonialistes y ont eu recours pour se remplir les poches et pour satisfaire des dépenses de prestige ou leur mégalomanie.

On en arrive à une situation aberrante dans laquelle les gens crèvent de faim mais doivent continuer à se saigner sous prétexte de remboursement d'une dette contractée dans un passé lointain par des dirigeants véreux.

Les crises du passé se sont traduites par des licenciements massifs de travailleurs. Dans plusieurs pays d'Afrique, les révoltes des classes pauvres ont été détournées vers des affrontements interethniques faisant parfois des centaines de milliers de morts comme au Rwanda.

En 2008 lors de la crise dite des subprimes, des milliers de gens sont sortis dans les rues pour crier leur colère contre les hausses brutales des prix des denrées alimentaires de base. Des révoltes de la faim ont éclaté au Sénégal, au Burkina-Faso, en Égypte, en Côte-d'Ivoire …

Même en temps « *normal* », pour les pays pauvres toute possibilité de développement a toujours été hypothéquée par le poids de la dette et par le pillage capitaliste. Maintenant que ce système mondial est malade et en crise, la rapacité de la bourgeoisie capitaliste qui est aux commandes à l'échelle de la planète, promet d'être impitoyable.

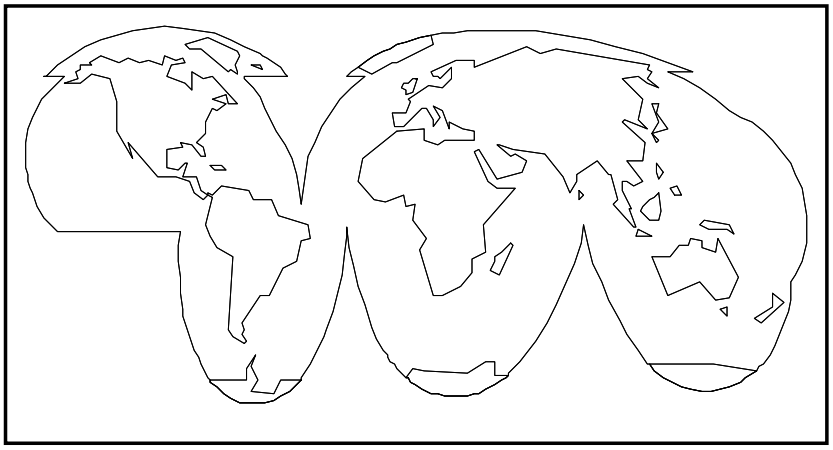
Les travailleurs des pays économiquement développés et leurs frères de classe des pays pauvres ont la force et la capacité de mettre fin à ce système infâme qui mène l'humanité à la catastrophe. Ils peuvent se donner la main pour renverser ce système capitaliste devenu invivable et mettre en place un système basé sur la satisfaction des besoins de tous les êtres humains.

ÉTATS-UNIS : LA COLÈRE S'ÉTEND APRÈS LE MEURTRE DE GEORGE FLOYD

Depuis que quatre policiers à Minneapolis ont étouffé cet homme noir, les manifestations se poursuivent dans l'État du Minnesota, malgré l'état d'urgence et le déploiement de la garde nationale. Elles explosent dans de nombreuses grandes villes, de New York à Los Angeles, jusque devant la Maison blanche. Des milliers de jeunes Noirs, mais aussi des Latinos, des Blancs et des moins jeunes demandent justice, expriment leur ras-le-bol des violences racistes commises par des policiers, le plus souvent impunies.

Les quatre policiers impliqués ont été limogés et l'un d'entre eux a été arrêté et inculpé d'homicide involontaire. Pour les manifestants, le minimum serait qu'ils soient tous les quatre poursuivis, pour homicide volontaire. À juste titre, ils poursuivent donc leur mouvement malgré la menace de Donald Trump d'envoyer l'armée pour les réprimer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.